

L E T T R E

Case
FRC

De M. l'Ambassadeur d'Angleterre 17574
à M. le Comte de Montmorin.

Paris, ce 26 Juillet 1789.

M O N S I E U R ,

IL m'est revenu de plusieurs côtés qu'on cherchoit à insinuer que ma Cour avoit fomenté en partie les troubles qui ont affligé la Capitale depuis quelque temps, qu'elle profitoit de ce moment pour armer contre la France, & que même une flotte étoit sur les côtes pour coopérer hostilement avec un parti de mécontents. Tout dénués de fondement que soient ces bruits, ils me paroissent avoir gagné l'Assemblée Nationale; & le Courrier national, qui rend compte des Séances des 23 & 24 de ce mois, laisse des soupçons qui me peinent d'autant plus, que vous savez, Monsieur, combien ma Cour est éloignée de les mériter.

Votre Excellence se rappellera plusieurs

conversations que j'eus avec vous au commencement de juin dernier ; le complot affreux qui avoit été proposé relativement au Port de Brest ; l'empressement que j'ai eu à mettre le Roi & ses Ministres sur leurs gardes ; la réponse de ma Cour, qui correspondoit si fort à mes sentimens, & qui repouffoit avec horreur la proposition qu'on lui faisoit ; enfin les assurances d'attachement qu'elle répétoit au Roi & à la Nation. Vous me fites part alors de la sensibilité de Sa Majesté à cette occasion.

Comme ma Cour a infiniment à cœur de conserver la bonne harmonie qui subsiste entre les deux Nations, & d'éloigner tout soupçon contraire, je vous prie, Monsieur, de donner connoissance de cette lettre, sans aucun délai, à M. le Président de l'Assemblée Nationale. Vous sentez combien il est essentiel pour moi qu'on rende justice à ma conduite & à celle de ma Cour, & de chercher à détruire l'effet des insinuations infidieuses qu'on a cherché à répandre.

Il importe infiniment que l'Assemblée Nationale connoisse mes sentimens ; qu'elle rende justice à ceux de ma Nation, & à la conduite

franche qu'elle a toujours eue envers la France, depuis que j'ai l'honneur d'en être l'organe.

J'ai d'autant plus à cœur que vous ne perdiez pas un instant à faire ces démarches, que je le dois à mon caractère personnel, à ma Patrie & aux Anglois qui sont ici, afin de leur éviter toutes réflexions ultérieures à cet égard.

J'ai l'honneur d'être bien sincèrement, Monsieur, de Votre Excellence, le très-humble & très obéissant serviteur. *Signé* DORSET.

R E P O N S E

*De M. le Duc DE LIANCOURT, Président
de l'Assemblée Nationale, à M. le
Comte DE MONTMORIN.*

Versailles, ce 27 Juillet 1789.

J'AI reçu, Monsieur le Comte, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, & celle de M. l'Ambassadeur d'Angleterre, qui y étoit jointe, & j'ai donné sur le champ

communication de l'une & de l'autre à l'Assemblée Nationale. Elle me charge d'avoir l'honneur de vous dire qu'elle en a entendu la lecture avec une grande satisfaction, de vous remercier de la lui avoir envoyée, & de vous prier de vouloir bien vous charger de faire parvenir à M. le Duc de Dorset, ses remerciemens de la communication que cet Ambassadeur a désiré qui en fût faite à l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée a arrêté que cette lettre seroit envoyée sur le champ à Paris, & rendue publique dans tout le Royaume, par la voie de l'impression.

J'ai l'honneur d'être, avec un très-parfait attachement, Monsieur le Comte, votre très-humble & très-obéissant serviteur.

Le Duc DE LIANCOURT.

Imprimé sous les auspices du Comité patriotique de la ville de Montauban, & afin que tout le Public puisse aisément s'en procurer des exemplaires, le Sieur CROSILHES, Libraire, les a fixés à la modique somme d'un sou.